Constitution du Comité national pour la souveraineté et la justice sociale

Le 16-01-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation

Le 20 janvier 2019

Plus de 170 personnes ont participé le samedi 12 janvier à une réunion publique à Paris suite à l'appel lancé par La sociale que le Pardem avait relayé. 500 signatures avaient été réunies.

La réunion a conduit à la constitution du Comité national pour la souveraineté et la justice sociale (CNSJS).

Pour rejoindre ce comité signez le texte ci-dessous :

Appel pour la constitution du Comité national pour la souveraineté et la justice sociale (CNSJS)

Parti de la question des taxes sur l'énergie, le mouvement des Gilets jaunes a fait des préoccupations sociales l'axe prioritaire des mobilisations. Des ronds-points, des barrages, des manifestations est montée l'exigence du pouvoir d'achat, du travail et des salaires permettant de mener une vie décente.

C'est le peuple oublié, méprisé, délaissé qui se dresse et s'oppose à la remise en cause des grands acquis du mouvement ouvrier et populaire, des réalisations qui depuis le Conseil National de la Résistance ont rythmé la vie de la Nation. La répartition des richesses, le rétablissement de l'ISF, l'égalité devant l'impôt lorsque les cadeaux fiscaux faits aux plus grandes sociétés s'élèvent à des centaines de milliards pendant que le plus grand nombre est pressuré, asphyxié, lorsque les 500 plus grandes fortunes de France ont multiplié par 3 leur richesse depuis la crise de 2008 pour atteindre 650 milliards d'euros, sont des exigences qui montent de toute la France. Ce qui revient sur le devant de la scène, c'est l'exigence de la justice sociale !

Des carrefours, des ronds-points, des manifestations, c'est aussi l'impérative volonté d'une démocratie authentique que les Gilets jaunes expriment avec détermination. Jusqu'à l'appel de Commercy pour la constitution d'assemblées populaires porteuses de la volonté collective, d'une assemblée des assemblées, contre toute confiscation du mouvement, pour le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple.

Le peuple de France ne perd rien de sa détermination et reprend à son compte les exigences sociales d'égalité et de solidarité, la défense des services publics, la défense de l'emploi, la santé, l'éducation, les transports, la défense des territoires, autant de préoccupations vitales incompatibles avec l'Union Européenne et sa politique que le tandem Macron Philippe met en musique sur notre territoire lorsqu'ils ne la devancent pas. Le mouvement des Gilets jaunes est ainsi étroitement lié à la question de la souveraineté nationale. L'heure est à la restauration de la République !

Les exigences du pays, les intérêts du peuple, la défense des droits sociaux, le combat pour la république sociale passent par le respect de la souveraineté nationale, contre toutes les injonctions européennes qui, au profit du capital financier et des banques, demandent de tout liquider.

Forts de nos différences, forts de nos expériences, sans renier en rien nos spécificités, nous décidons tous ensemble, simples citoyens, inorganisés ou militants, de faire prévaloir l'intérêt général en nous rassemblant dans un Collectif National pour la Souveraineté et la Justice Sociale, dont une des premières tâches sera de soutenir partout où nous le pourrons les efforts de représentation du peuple par le peuple et pour le peuple, les assemblées démocratiques, leur coordination, l'établissement des cahiers de doléances formulant des revendications sociales, égalitaires et écologiques.

Nous décidons de créer le CNSJS et, pour lui donner corps, de soumettre cet appel aux signatures dans toute la France, d'ouvrir un site centralisant les contributions, d'œuvrer dans la plus grande transparence et le respect absolu de la démocratie.

{loadformmaker 19}

Le site du CNSJS vient d'ouvrir (http://cnsjs.fr). Il centralise les informations, les contributions et offre un espace de discussions. Utilisez-le sans modération !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire